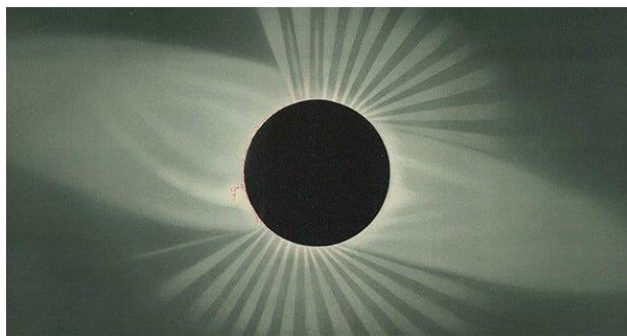


Retour sur la révolution des Œillets



■ Reprise du site Ballast¹, cette étude sur la révolution portugaise de 1974 est le résultat d'une version – remaniée par nos soins – de deux textes de Charles Reeve : « Une révolution ne s'arrête pas aux feux rouges ! », initialement publié dans le numéro 3 (novembre 2023) de la revue *Brasero* et un écrit critique sur les conceptions militaristes de la révolution portugaise, originellement rédigé en 1976, puis intégré à l'ouvrage *La Révolution des Œillets*, Syllepse, 2024.– À contretemps.



CINQUANTE ANS ONT PASSÉ...

La société portugaise célébra, en cette année 2024, les cinquante ans de la révolution des Œillets d'avril 1974. Des événements multiples furent organisés par les institutions officielles et des manifestations eurent aussi eu lieu hors de ce cadre. Partout en Europe, cet événement fut évoqué dans les milieux de la gauche anticapitaliste et dans la mouvance libertaire.

Au Portugal, les « célébrations » se déroulèrent dans une atmosphère lourde. Il est vrai que, aux dernières élections législatives de mars 2024, le nouveau parti de la droite extrême – Chega (Ça suffit) –, qui se revendique des idées racistes et xénophobes, manifeste une nostalgie de l'Empire colonial, de la « civilisation chrétienne » et des valeurs réactionnaires, connut une forte percée avec l'élection de 50 députés sur 230, devenant ainsi la troisième force politique du pays. Chega est désormais majoritaire dans des lieux que les touristes fréquentent mais connaissent mal, comme l'Algarve², ainsi que dans des régions où le Parti communiste semblait voué à être le représentant éternel des intérêts du peuple. Celles et ceux qui ont élu les députés de Chega – nostalgiques de l'ancien régime salazariste, adeptes du délire du « Grand Remplacement », ex-membres de groupes terroristes ayant organisé des assassinats de militants révolutionnaires après le 25-Avril³, mais aussi « héros » des guerres coloniales – n'ont, bien entendu, pas été contaminés soudainement par un quelconque virus populiste cher aux commentateurs médiatiques. L'aggravation de la crise économique et sociale, l'effondrement du consensus autour de l'intérêt général et la violente montée des inégalités de revenus – l'Algarve étant, pour le cas, un bon

¹ <https://www.revue-ballast.fr/>. Le titre est de notre responsabilité.

² L'Algarve est aujourd'hui l'une des régions les plus pauvres du pays. La misère sociale y prolifère derrière le décor des résidences touristiques, terrains de golfs et hôtels de luxe.

³ Jour et date du coup d'État militaire qui renversa la dictature de Salazar.

exemple –, le vieillissement de la population pauvre⁴, l'arrivée massive d'une immigration surexploitée et vivant dans des conditions de quasi-esclavage dans un pays qui reste une terre d'émigration⁵, tout cela a fait remonter à la surface un malaise, une frustration et un désespoir qui ont trouvé leur expression dans le discours réactionnaire de cette nouvelle extrême droite. La corruption qui gangrène les institutions et la caste politique depuis des années a aussi ouvert un boulevard aux nouveaux politiciens « propres ». Conséquence immédiate de la montée de cette force politique, les attitudes racistes et xénophobes ne sont plus soumises à une condamnation sociale morale et prennent des formes de plus en plus ouvertes, comme l'atteste la récente ratonnade contre des immigrés maghrébins logeant dans un immeuble vétuste d'un quartier populaire de Porto, action promue par un commando raciste de « défenseurs de la patrie » et de la « suprématie blanche ». Cette agression se solda par plusieurs blessés et suscita le soutien d'une partie de la population locale avant l'arrivée paresseuse, sur les lieux, de la police. Quelques jours après, à Porto également, ce fut au tour du local associatif d'un groupe féministe LGBT libertaire, *A Gralha*, d'être incendié.

Développement caricatural mais significatif du climat qui règne aujourd'hui au Portugal dans le contexte de la célébration du 25-Avril, l'évocation par un président de la République venu de la droite bien éduquée sur le passé colonial de ce petit pays et sur les « responsabilités historiques » de la société portugaise dans le crime majeur et incontournable de la traite des esclaves ouvrit la boîte de Pandore et souleva un tollé⁶ allant jusqu'à la menace dudit parti Chega de poursuivre le saint homme en justice comme « traître à la Patrie » ! Ainsi va le bruyant retour du refoulé colonial et raciste dans ce beau pays connu pour sa douceur de vivre.

La polémique ouverte par ce dernier épisode dériva par la suite vers un curieux débat. Pour une partie de la caste politique et de ses « chiens de garde » associés, une des qualités et des raisons d'être du système représentatif serait sa capacité à faire de la place pour les forces réactionnaires, rétrogrades, racistes, voire néo-fascistes et de les cautionner ! Si des fascistes, des racistes, peuvent s'exprimer librement, n'est-ce pas là la preuve que la démocratie existe ? Autrement dit, le propre de ce mode de représentation ne serait plus de développer et d'élever, en la promouvant, la souveraineté des opprimés pour que des projets autoritaires ne puissent plus s'affirmer, mais, au contraire, de permettre, d'autoriser leur expression, de

⁴ Le Portugal est aujourd'hui le pays qui vieillit le plus vite dans l'Union européenne. Plus d'un demi-million de personnes âgées (5 % de la population totale) vit dans des situations d'abandon et de solitude et 70 % d'entre elles sont malades.

⁵ La population du Portugal est de 10,4 millions, avec un taux de fécondité parmi les plus bas dans l'Union européenne. En 2024, la population immigrée était de 1,4 million de personnes, chiffre officiel qui ne tient pas compte des immigrés clandestins. Les Brésiliens comptent pour environ 35 % des immigrés, suivis par les Angolais (5,3 %), les Cap-verdiens (4,6 %) et les différentes communautés asiatiques (Indiens, Pakistanais, Népalais) pour plus de 10 %. En 2021, 60 000 portugais ont eux-mêmes émigré, 15 000 de plus qu'en 2020. [Voir « Le Portugal reste une terre d'émigration », *Le Monde*, 20 octobre 2023.]

⁶ Le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a annoncé à l'occasion du cinquantième de la révolution des Œillets qu'il souhaitait verser des réparations financières aux anciennes colonies (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Timor, Cap Vert, Sao Tomé). Cette déclaration fut désavouée par le Premier ministre et une grande partie de la classe politique du pays.

diffuser leurs idées et leurs actes. Dans le cas portugais, ce raisonnement pervers est particulièrement provocateur. Car il revient à dire que le mouvement social profond qui a mis à bas la dictature aurait précisément été mené pour que le régime représentatif qui la remplace puisse permettre aux partisans de ladite dictature de revendiquer un retour au passé. Étrange, avouons-le, mais nous voilà avertis sur la nature de la « démocratie représentative », le « meilleur système politique possible »...

Signalons, pour finir, un événement positif. Tranchant avec le nauséabond climat général qu'on respire depuis que la vieille droite nostalgique de la dictature a repris des ailes, les cortèges du 25 avril 2024, à Lisbonne et à Porto notamment, ont vu défiler dans les rues entre un demi-million et un million de manifestants, majoritairement mobilisés hors cadre des organisations politiques classiques et criant des slogans imaginatifs. Ce fut certainement là la plus grande mobilisation de rue depuis celle du 1^{er} mai 1974, qui avait regroupé plus d'un million de personnes. À celle du 25 avril dernier, notable était la présence de la jeunesse, notamment des jeunes femmes. Une énergie joyeuse s'y manifesta, revendiquant les valeurs universelles de la révolution portugaise : l'égalité et la fraternité, la justice sociale et le désir de vivre autrement étaient bien au rendez-vous de la rue. Comme le refus de se résigner ou de se soumettre aux démons d'hier et à leurs copies d'aujourd'hui. Dans l'avenir difficile qui s'annonce, il faudra compter avec cette énergie.

Après tout, personne n'aurait imaginé, avant le 25 avril 1974, qu'une révolution se préparait. Or, elle vint et prit sa place dans l'histoire. Ce fut même l'un des derniers grands mouvement subversifs du XX^e siècle dans une Europe capitaliste qui avait réussi, tant bien que mal, à surmonter par la répression d'État la vague subversive de Mai 68 et ses suites, en Allemagne et en Italie. Masquées par le retour aux cadres institutionnels de la représentation démocratique, les valeurs émancipatrices et la force du collectif qui l'avaient portée, cette révolution, marquèrent de leur empreinte toute une génération. C'est pourquoi il est important de revenir sur ce mouvement moderne ainsi que sur les limites et les impasses qu'il ne fut pas capable de dépasser.

LE 25 AVRIL 1974 : UNE ÉNERGIE EN MARCHÉ

Du putsch à l'insurrection populaire

Les événements révolutionnaires qui ont suivi la révolte militaire du 25 avril 1974 au Portugal restent peu connus. Pourtant, ils suscitèrent à leur époque un vif intérêt et influencèrent les stratégies politiques des forces de gauche dans toute l'Europe, et même aux États-Unis. Il est important de rappeler le rôle clé – négligé par ceux qui écrivent l'Histoire – joué par l'insurrection populaire et par l'insubordination des soldats du contingent. Au Portugal, le récit officiel de la révolution des Œillets raconte un processus de transition d'un régime dictatorial, de nature fasciste, vers un système démocratique. On présente souvent cette période d'agitation sociale comme une incongruité « gauchiste », déviant momentanément de la marche « naturelle » de la société vers l'horizon politique indépassable de notre époque :

le système représentatif parlementaire. L'idée dominante est que la transition démocratique fut l'œuvre des militaires, reléguant l'intervention populaire vers la marge des « excès ».

Des ouvrages récents reviennent sur cette question de façon plus subtile : la révolution portugaise aurait constitué un cas singulier de « transition par rupture pacifique » d'un régime dictatorial vers une démocratie représentative, une transition qui se serait faite sans négociation avec l'ancien régime ni accord d'oubli sur les responsabilités du passé⁷. S'il paraît désormais certain que la négociation (surtout sur la préservation du système colonial) et le pacte d'oubli étaient envisagés par les putschistes militaires, l'inéluctabilité d'une rupture ne s'est invitée dans le cours des événements qu'à partir du moment où la participation populaire est devenue un facteur autonome. L'appel à un autre avenir qui s'est manifesté dans la rue dès les premières heures du putsch militaire augurait un autre possible : un mouvement social de nature révolutionnaire allant au-delà d'une simple « transition vers une démocratie représentative ».

Dès les débuts du putsch militaire, deux facteurs influencèrent le déroulement des événements : l'insubordination des soldats du contingent et le soulèvement populaire. On sait que le projet de sédition d'une fraction des jeunes militaires de métier, organisés dans le Mouvement des Forces armées (MFA)⁸, était connu du régime. Un mois auparavant, le 16 mars, une première révolte avait éclaté dans la garnison d'une ville située au nord de Lisbonne. La colonne qui se dirigeait vers la capitale avait été bloquée par des forces militaires fidèles au régime, et les officiers furent arrêtés. Il est vrai que l'omniprésence de la PIDE, la police politique du régime fasciste et sa toile d'informateurs, pouvait difficilement permettre le secret de l'action. Qui plus est, la situation sociale instable inquiétait fortement le régime. Des mouvements de grève importants se succédaient dans les grandes entreprises⁹, l'agitation était forte dans les universités, l'opposition aux guerres coloniales se généralisait et des groupes armés clandestins passaient à l'action en se livrant à des actes de sabotage. Les militaires du MFA eux-mêmes attendaient avec appréhension les manifestations interdites du 1^{er} mai 1974¹⁰. Enfin, la jeunesse fuyait l'appel sous les drapeaux. Parfois, seulement la moitié d'une classe d'âge se présentait dans les bureaux de conscription, alors que les déserteurs et les réfractaires exilés en Europe se comptaient

⁷ Robert M. Fishman, *Democratic Practice : Origins of the Iberian Divide in Political Inclusion*, Oxford Studies, in : *Culture and Politics*, 2019. L'auteur caractérise la « transition portugaise » comme un « mix » entre « éléments démocratiques » et « dynamique révolutionnaire ». Il la distingue ainsi de la « transition pactée » survenue en Espagne. Plusieurs auteurs portugais et européens reprennent désormais cette analyse.

⁸ Le Mouvement des Forces armées (MFA) était une organisation d'officiers qui, en juillet 1973, protesta contre un décret permettant aux hommes du contingent d'intégrer le cadre des officiers de métier. La décision traduisait la difficulté d'attirer des jeunes vers la carrière militaire. Corporatiste à l'origine, le mouvement se politisa par la guerre, une voie sans issue à la crise du colonialisme portugais.

⁹ Sur les mouvements sociaux des années 1970, lire Ricardo Noronha e Luis Trindade, *Portugal, uma retrospectiva, 1974*, Publico & Tinta da China, 2019.

¹⁰ Otelio Saraiva de Carvalho, *Alvorada em Abril (II)*, Alfa editores, 1991, p. 48.

par centaines de milliers. Dans les trois grandes colonies du Portugal (Angola, Guinée-Bissau et Mozambique)¹¹, où la guerre menée par les mouvements de libération durait depuis treize ans, les actes de révolte et de refus d'obéissance, voire de refus de combattre, se développaient parmi les appelés.

Au petit matin du 25 avril 1974, quelques jeunes officiers d'une caserne de Santarém, ville située à l'est de Lisbonne, réunissent les soldats et leur proposent de foncer vers la capitale pour mettre fin au « triste état de choses que nous vivons »¹². Le plan du MFA est d'arrêter le gouvernement pour le remplacer par un pouvoir militaire. L'adhésion des soldats est immédiate et totale, ce qui surprend les officiers. Entassés dans quelques véhicules militaires, les révoltés partent vers la ville. Sur la route, ils ne respectent pas les feux de signalisation... Salgueiro Maia, le jeune capitaine à la tête de la colonne, dira : « Une révolution ne s'arrête pas aux feux *rouges*¹³ ! ». Ils arrivent tôt le matin sur la grande Place Terreiro do Paço, devant le Tage, où se trouvent alors les principaux ministères. Très vite, la situation se complique. Le régime réagit rapidement. Des moyens importants sont envoyés sur place, notamment des chars commandés par des officiers fidèles au régime. Ces forces avaient été déplacées vers Lisbonne après la révolte du 16 mars, preuve que le gouvernement s'attendait à une suite. La quasi-totalité de la hiérarchie militaire reste alors fidèle à la dictature dont elle forme la colonne vertébrale. La grande majorité des officiers de ces unités d'élite ont gardé leur distance avec les officiers révoltés du MFA. La situation évolue selon une dynamique qui n'avait pas été prévue par les deux camps militaires en présence : les révoltés, minoritaires, et les défenseurs de la dictature, majoritaires.

Naissance d'une insurrection

Un premier élément imprévu est la participation populaire. Le Terreiro do Paço est, à cette époque, le lieu où les ferry-boats débarquent les travailleurs en provenance des grandes banlieues populaires situées de l'autre côté de l'estuaire du Tage. Des banlieues combatives, remuantes, hostiles au régime. C'est tout un peuple qui déferle ainsi, au petit matin, sur la grande place pour se retrouver face aux soldats du contingent. Ces derniers bloquent maladroitement les rues et l'accès des travailleurs aux transports publics. Les soldats manifestent ouvertement leur hostilité au gouvernement. À des prolétaires qui l'interpellent, le capitaine Maia répond : « Aujourd'hui on ne travaille pas. Ni les 25 avril des années à venir, qui seront des jours fériés ! »¹⁴. Pendant ce temps, les ferrys continuent de débarquer des milliers de travailleurs qui restent bloqués sur place. Les rues adjacentes de la

¹¹ Dans les autres – Timor (Océanie), Sao Tomé et Cap Vert (des îles sur la côte ouest-africaine) –, les mouvements nationalistes n'avaient pas déclenché d'affrontements militaires avec l'État portugais.

¹² Les citations qui suivent sont tirées du livre d'Antonio de Sousa Duarte, *Salgueiro Maia, um homem da liberdade*, Ancora editora, 2000.

¹³ *Ibid.* p. 101. Salgueiro Maia (1944-1992) était membre du MFA. D'origine modeste, il embrasse les idées progressistes au cours de la guerre coloniale et sera vite déçu du jeu « politicard ». Il reste dans la mémoire populaire comme une figure intègre de « la révolution ». Maria de Medeiros en fera le personnage principal de son film *Capitaines d'avril*.

¹⁴ *Salgueiro Maia, um homem da liberdade*, op.cit., p. 103.

place sont noires de monde. Si, au début, un doute plane sur l'orientation politique des militaires révoltés, peu à peu l'atmosphère se détend, le peuple se mélange et discute avec les soldats, il crie sa haine de la dictature et veut même en découdre. L'excitation monte, joyeuse : la phrase « C'est une révolution ! » est dans toutes les bouches¹⁵.

Au même moment, de l'autre côté de la place, le face-à-face se fait plus tendu avec les forces du régime. Elles menacent de faire feu sur les révoltés et sur le peuple qui les entoure. Les officiers révoltés tentent d'échanger avec leurs collègues qui les prennent d'abord de haut, puis deviennent plus conciliants. La hiérarchie comprend qu'il faut agir vite. Un officier supérieur monte sur un char et donne l'ordre au tireur de faire feu sur les révoltés. Le soldat, interloqué, dit ne pas savoir comment faire... Le gradé réplique : « Tu tires ou je te mets une balle dans la tête. » Nouveau refus. Les équipages ferment les portes d'accès aux tourelles, puis plusieurs soldats sortent des chars et passent du côté des révoltés¹⁶. L'insubordination vire à la mutinerie. La situation bascule. Des hauts gradés désorientés s'éclipsent, d'autres se soumettent aux révoltés, cachant mal leur humiliation.

Un navire de guerre portugais qui participe aux manœuvres de l'OTAN sur la côte est rappelé sur le Tage. Il reçoit aussi l'ordre de tirer sur les révoltés. Il ne le fait pas. L'équipage fait comprendre au commandant qu'il a de la sympathie pour la révolte. Le massacre est évité. La présence du peuple sur la place pèse sur le déroulement des événements. Aux milliers de travailleurs arrivés de l'autre côté du Tage se mêlent désormais les gens qui descendent des quartiers populaires de Lisbonne, beaucoup de jeunes, des femmes et des gamins, la composante classique de toute situation révolutionnaire qui éclot et prend forme. Un élément joue dans l'hésitation des cadres militaires engagés dans ce face-à-face et rassure les soldats dans leur attitude d'insubordination : le MFA a l'aval d'une poignée de hauts gradés de la hiérarchie. Mais c'est surtout la solidarité de la rue et la mobilisation populaire qui favorisent la mutinerie des soldats. Celle-ci conforte une minorité d'officiers dans leur attitude de défiance vis-à-vis de leur hiérarchie.

Ce basculement s'est produit au moment où la haine du peuple travailleur envers la dictature a éclaté de façon spontanée et s'est conjuguée à un esprit d'insubordination mûri au cours des dernières années dans la société, qui s'est exprimé chez les jeunes soldats du contingent. Plus tard, le capitaine Maia dira : « C'est à ce moment que le 25 avril remporta sa victoire ! ». Ce moment de basculement a marqué un tournant décisif d'où est née une situation insurrectionnelle. Otelo Saraiva de Carvalho, un des jeunes officiers stratèges du MFA, est très clair sur les événements de cette « journée révolutionnaire »¹⁷. Il reconnaît que le plan des révoltés, qui prévoyait la neutralisation des chefs militaires proches du régime, a globalement échoué, soit

¹⁵ L'atmosphère à Lisbonne pendant ces premières heures est décrite par un témoin engagé, Phil Mailer, *Portugal 1974-75 : The Impossible Revolution ?*, PM Press, 2012.

¹⁶ Un compte rendu de ce moment clef dans Alfredo Cunha et Adelino Gomes, *Os rapazes das tanques*, Porto editora, 2014. Sur ces faits, il existe plusieurs versions. Sagueiro Maia, cela dit, confirme celle que nous retenons.

¹⁷ Otelo Saraiva de Carvalho (1936-2021) fut une figure pivot des liens contradictoires entre les secteurs de gauche du MFA et le mouvement populaire. Charismatique, progressiste, mais politiquement inconsistent, il fut emprisonné après le coup d'État du 25 novembre 1975. Il sera candidat de

par impréparation, soit parce que la hiérarchie a été en mesure de déjouer leurs desseins¹⁸. Il reconnaît aussi que la grande majorité des cadres militaires, indécis et conformistes par nature, n'ont rejoint le MFA qu'à partir du moment où le rapport de forces s'est inversé en faveur des putschistes. Il confirme que l'adhésion massive du contingent à la révolte et, surtout, la mutinerie des soldats des forces d'élite sur lesquels comptait le régime, avaient été sous-estimées par les stratèges du MFA. Ces attitudes furent stimulées, toujours d'après lui, par le soulèvement populaire.

Un embrasement

Si la révolte d'une minorité de cadres de l'armée ne fut pas une surprise pour le régime, elle ne le fut davantage pour les organisations politiques, alors clandestines, de l'opposition. Laissons de côté le Parti socialiste, groupuscule sans existence réelle à l'époque. Le Parti communiste, lui, dont le crédit et l'image étaient grandes auprès des classes populaires, avait des liens avec quelques officiers du MFA. Il était donc au fait de leurs projets. Mais il redoutait aussi un possible coup militaire destiné à durcir le régime. Aussi était-il plus préoccupé par la protection de son organisation clandestine que par une participation directe à des événements encore incertains. Aucun mot d'ordre, aucune consigne n'avaient été donnés à l'avance, alors que nombre de sympathisants communistes prirent la rue spontanément le matin du 25 avril. Les manœuvres de reprise en main par la direction du parti vinrent plus tard. Même scénario pour les groupes maoïstes, très actifs à Lisbonne dans la jeunesse étudiante mais aussi parmi des travailleurs radicaux, irrités par les positions timorées du Parti communiste¹⁹.

Parallèlement aux événements qui se déroulent au centre-ville de Lisbonne, les moyens de propagande du régime – radios et télévision – passent vite aux mains des révoltés. Le peuple continue de sortir massivement dans la rue alors même que les radios diffusent en boucle un message du MFA demandant à la population d'attendre sagement à la maison un dénouement à cette situation. La diffusion par ces mêmes stations de chansons interdites du chanteur José Afonso finit de dissiper les doutes sur l'orientation politique de la révolte militaire. La foule continue de grossir dans les quartiers pour soutenir les soldats. Le rapport de forces inégal qui existait à l'origine au sein de l'armée finit par s'inverser grâce à la participation populaire. Le

l'extrême gauche aux présidentielles de 1976 et de 1980. Arrêté en juin 1984, accusé d'être un des dirigeants d'une organisation menant des actions armées (Forces populaires 25 avril - FP25), il sera condamné à quinze ans de prison et amnistié en 1996.

¹⁸ Huit commandos constitués de militaires révoltés étaient censés arrêter les commandants des régiments fidèles au régime ainsi que des unités organiquement liées au régime (Police, Garde républicaine, Légion salazariste). Six de ces groupes ont raté leur objectif. [Otelo Saraiva de Carvalho, « Rapport du commandant de l'opération ». Publié in: Almada Contreiras, *Operação viragem histórica, 25 de Abril de 1974*, (2^a edição), editor Fernando Mao de Ferro, 2017, pp. 192 et 193. Voir également *Da guerra em Africa a Revolução dos cravos*, Edições Colibri/ Associação Salgueiro Maia, 2022 (2^a edição)].

¹⁹ Concernant la question de l'opposition à la guerre coloniale, le Parti communiste manifestait également une attitude timorée en ne soutenant pas le mouvement de désertion, qui devint massif dans les années 1960. Il hésitait aussi sur les actions armées d'opposition au régime. Les groupes maoïstes avaient largement capitalisé sur ces faiblesses pour attirer à eux la jeunesse et les travailleurs.

coup d'État se transforme, peu à peu, en une joyeuse, fraternelle et victorieuse unité entre le peuple et le MFA. Le moment de bascule a eu lieu : la mobilisation populaire devient une force avec laquelle il faut désormais compter. Quand les soldats révoltés, entourés par le peuple, quittent la place devant le Tage et se dirigent vers le centre de la ville, ils font face à de nouvelles unités apparemment fidèles au régime. « Que faites-vous là ? » demandent les révoltés. Un officier vient vers eux : « On me donne l'ordre d'empêcher votre passage, mais moi et mes hommes nous sommes avec vous. »

En haut de la vieille ville, alors que les militaires tentent d'obtenir la reddition du gouvernement, reclus dans une caserne, la foule exige la tête des chefs de la plus vieille dictature d'Europe. Massé aux portes de la caserne assiégée, le peuple presse les capitaines révoltés d'accélérer les événements. Lorsqu'un ministre envoyé en éclaireur demande au capitaine Maia : « Qui commande ? Qui est le plus gradé ? », celui-ci lui répond : « Nous commandons tous ! ». Et d'ajouter : « Nous sommes tous des capitaines. » Quelques heures à peine après que ses sbires eurent tenté de mater la rébellion dans le sang, Marcelo Caetano, le Premier ministre, implore d'être « traité dignement ». Il ajoute : « Je tiens à transmettre le pouvoir à un officier général. Je ne veux pas que le pouvoir tombe dans la rue. » Terrorisé, l'homme de la classe dirigeante constate l'existence d'une situation insurrectionnelle. Le peuple est aux portes du pouvoir. Il exprime sa souveraineté. Pour la classe politique en déroute, celle-ci doit être canalisée, circonscrite par une forme de représentation. Sur le moment, ce sont certains des militaires révoltés qui semblent les plus lucides sur la situation. Dans son récit sur l'événement, Maia écrit : « J'ai voulu lui dire que le Pouvoir était déjà dans la rue, car le peuple était dans la rue. »

Tout va alors très vite. Contacté par l'ancien régime qui sait son prestige, le général Spínola offre ses services et accourt sur place. Il est applaudi par la foule. En quelques heures, il passe « du statut de fasciste à celui de libérateur ». Non sans mal, il parvient à s'imposer aux militaires révoltés qui se méfient pourtant de ses intentions réelles et obtient que les représentants du régime soient exfiltrés de la caserne. Par la suite, ils s'envoleront vers le Brésil. Le compromis entre les deux fractions de l'institution militaire se scelle sur ce sauvetage : c'est le premier acte d'un nouveau régime où la bourgeoisie réussira à rester aux manettes. Mais, à ce moment de l'histoire, personne ne le sait. La détestation du régime attise l'effervescence populaire. Dans la ville, des groupes attaquent les locaux officiels, assaillent la police et pourchassent les soutiens du régime. Ainsi, la foule entoure le siège de la PIDE. On exige justice. Les sicaires du régime tirent : quatre morts et des dizaines de blessés. La situation se radicalise encore. Il faudra attendre le jour suivant pour que des commandos de marine interviennent et arrêtent une centaine de fonctionnaires de la terreur. Ce faisant, ils sauvèrent ces criminels du « jugement dernier », qui aurait certainement débouché sur un massacre. Les bureaux sont ravagés, des officiers parviennent néanmoins à mettre la main sur une partie des archives qui deviendront par la suite un enjeu pour les différentes forces politiques. Dans la prison de Caxias, les

« Pides » vont remplacer les prisonniers politiques. Ceux-ci avaient été libérés sous la pression du peuple massé à l'extérieur, alors que les militaires révoltés étaient divisés sur l'attitude à adopter²⁰.

Le jour s'achève. Lisbonne est en ébullition. La nuit n'apportera pas de répit. Déjà, au cours de la journée, la liesse s'est étendue aux rues de Porto et partout dans le pays, jusque dans les plus petits hameaux. Des femmes et des hommes qui, chérissant la liberté, partout se lèvent pour se mettre en mouvement. Au cours des jours suivants, l'agitation passe de la rue aux entreprises, aux écoles, aux grandes propriétés et aux usines occupées, où les directions, en fuite ou absentes, sont remplacées par des commissions de travailleurs élues en assemblée générale. Une nouvelle force, fondée sur la souveraineté populaire, s'auto-institue à côté de celle des militaires et des forces politiques. Elle sera décisive dans l'évolution de la situation. L'affrontement entre les courants du socialisme bureaucratique, fortement représenté par le Parti communiste portugais, et celui de la démocratie de marché (incarné par les socialistes) doit donc composer avec des pratiques de démocratie directe et l'affirmation de formes de « pouvoir populaire » autonome. Les débats sur la construction d'une autre société ressortent de l'oubli. L'ancestral modèle du colonialisme est remis en question. Ses jours sont comptés. Les limites de la pensée sont repoussées, on redécouvre des questions nouvelles et un élan qui avait été contenu pendant un demi-siècle. Soudain tout est discutable. L'impossible devient possible.

Dans un autre temps, Marat, l'homme de la grande Révolution française de 1789, avait évoqué la « journée révolutionnaire » comme étant celle où une « énergie continue » s'emparait de la foule. Le 25 avril 1974, à Lisbonne, fut une journée de ce type : une « énergie continue » irrigua la ville et les existences. L'aventure de la révolution portugaise commence ce jour-là. Le déferlement d'énergie révolutionnaire va bousculer l'ordre capitaliste pendant plus d'un an, jusqu'au jour gris du 25 novembre 1975, lorsque les militaires renoueront avec leur mission « naturelle » : mater l'agitation sociale, rétablir l'ordre de la démocratie parlementaire, protéger les intérêts du capitalisme privé, local et européen et sa loi du profit. La marche aliénée vers le progrès marchand pourra enfin retrouver son chemin.

25 NOVEMBRE 1975 : LE RETOUR DE BÂTON

Presque deux ans durant, nombreux furent les questions et les problèmes que durent se poser et affronter les militants et les forces politiques qui se lancèrent à la conquête du ciel en tentant de subvertir une société européenne qui abordait péniblement la modernité. Les conditions historiques dans lesquelles le mouvement social de contestation prit racine furent, en effet, particulières. En 1975, la société portugaise traînait derrière elle les boulets d'une arriération consolidée par son histoire récente et par les orientations conservatrices d'un régime autoritaire en place depuis pratiquement un demi-siècle, un régime qui cultivait l'immobilisme comme force de survie et projet d'avenir. À contre-courant, la société portugaise se vit secouée par

²⁰ Spínola et une partie du MFA ne voulaient libérer que quelques prisonniers politiques, excluant ceux qui étaient impliqués dans des actions violentes et favorables à l'indépendance des colonies.

deux réalités dont les causes et les conséquences bouleversaient, à l'évidence, les équilibres économiques et sociaux : d'une part, une émigration massive vers les pays de l'Europe situés au nord des Pyrénées ; d'autre part, la charge économique et humaine que représentait une violente guerre coloniale sur trois fronts africains. Deux facteurs de déstabilisation qui, discrètement, tissèrent des liens entre eux, mais aussi influèrent sur la montée des luttes sociales urbaines dans le milieu étudiant et dans les nouvelles concentrations ouvrières. Si l'on peut rétrospectivement dire que le Portugal était déjà, à la veille du 25-Avril, aux portes de l'Europe et orienté vers l'intégration à son marché²¹, on peut également prétendre que les effets de Mai 68, son esprit et ses désirs, contaminèrent les secteurs les plus combatifs et révoltés des travailleurs portugais et de la jeunesse. Car il est impossible de comprendre la révolution portugaise sans la mettre en perspective avec les circonstances historiques qui l'ont précédée.

Pendant plus d'un an et demi, à partir d'avril 1974, un puissant mouvement social de matrice fondamentalement anticapitaliste a pris forme et mûri dans et par les luttes. Ce sera l'objectif premier du putsch militaire du 25 novembre 1975 d'y mettre un terme. Prévisible mais incertain, ce dénouement interpela fortement celles et ceux, nombreux, qui, de près ou de loin, avaient suivi, avec passion et espoir, les événements révolutionnaires qui chamboulèrent ce petit pays du sud de l'Europe. Du coup, ils se trouvèrent soudainement saisis de stupeur et de vertige devant la facilité avec laquelle un nouveau putsch militaire, réactionnaire cette fois, parvint rapidement à inverser l'ordre des choses en étouffant les fortes aspirations à une nouvelle société que le 25-Avril avait libérées. L'analyse des événements du 25 novembre 1975 est donc nécessaire pour tirer les enseignements de la défaite de ce grand mouvement social.

Les trois courants de la révolution portugaise

Avec le recul et le travail du temps, deux aspects de ce processus méritent qu'on y revienne de façon plus appuyée. Le rôle de l'extrême gauche, d'une part ; celui du Parti communiste portugais, de l'autre. La partition jouée par l'extrême gauche dans la radicalisation de la révolte sociale est aujourd'hui présentée par la plupart des observateurs et analystes du discours officiel et officieux de façon méprisante et hautaine. Cette radicalisation est décrite comme une parenthèse excitée, infantile, utopique et incohérente dans le parcours déterministe de transition inéluctable vers ce que l'expertise entend par « seule démocratie possible et viable ». D'autant que la plupart de ces représentants en réalisme qui font l'opinion, ont été formés à l'école des conceptions autoritaires, majoritairement stalinistes, avant de changer de camp et de prêter serment aux dieux du capitalisme indépassable et éternel, voire aux bienfaits du libéralisme économique. *A contrario*, les interprétations venues des courants d'extrême gauche préfèrent, elles, continuer à

²¹ Le Portugal intégrera finalement la Communauté européenne en janvier 1986, au même moment que l'Espagne et au terme d'une dizaine d'années de normalisation capitaliste à la suite du succès du putsch militaire du 25 novembre 1975.

mettre l'accent sur la faillite des directions des partis communistes et d'extrême gauche, voire leur impréparation, suggérant ainsi la nécessité de leur reconstruction.

Une autre approche est néanmoins possible, celle des partisans des principes antiautoritaires d'organisation et d'action, qui ont soutenu, au Portugal, une ligne indépendante au sein du mouvement social. Cette approche revendique le projet émancipateur qui commença confusément à émerger au cours de l'année 1975. Un projet porté par des luttes autogestionnaires et des mobilisations dites « apartidaires » – heureuse formule née de la résistance des exploités aux manipulations des partis de gauche. Un projet de société autogérée, autogouvernée, qui s'opposait aux visions d'un collectivisme étatique, antagoniques avec les désirs d'émancipation de l'exploitation. Au cours de la période qui alla d'avril 1974 à novembre 1975, on vit ainsi se développer des occupations d'usines, de logements vides et, plus tard, de grandes propriétés agraires du sud du pays, avec la formation de comités de travailleurs, d'habitants et même de soldats. Ces organisations de base cherchèrent très vite à se coordonner, au niveau local et national, de façon horizontale et indépendamment des structures syndicales qui avaient été rapidement dominées par le Parti communiste à peine sorti de clandestinité. Les premières expériences de gestion collective d'entreprises, la construction autogérée de logements, la formation de coopératives agricoles par les travailleurs ruraux, la mise en expériences d'autogestion d'usines et d'ateliers abandonnés par des patrons en fuite ne furent pas sans rapport avec cet élan d'auto-organisation.

En clair, ce fut un monde nouveau de luttes et d'actions créatives concrètes qui prit offensivement la place de l'ancien ordre social en voie d'effondrement, un monde en quête collective de nouvelles règles de fonctionnement de la société, d'une nouvelle vie, de nouvelles relations sociales²². Dans la forme et le fond, ce troisième courant politique se démarquait à la fois du projet social-démocrate de restauration capitaliste – qui soutiendra le putsch du 25 novembre 1975 – et de celui d'un capitalisme d'État souhaité par le Parti communiste et la plupart des organisations marxistes-léninistes maoïstes. Il faut donc le souligner : c'est l'existence de ce troisième courant autonome et « apartidaire », dit du « pouvoir populaire », qui caractérisa avant tout la révolution portugaise. C'est lui qui lui apporta sa dimension de rupture. Tout le reste ne releva que de la lutte politique traditionnelle, sans intérêt pour le futur.

La déroute du Parti communiste

Si le putsch militaire du 25 novembre 1975 fut avant tout la défaite des tendances léninistes avant-gardistes, il eut aussi des conséquences tragiques sur les expériences autogestionnaires du « pouvoir populaire ». Ceux qui furent écartés par le putsch entraînent dans leur défaite ceux-là mêmes qu'ils avaient étouffés, soit les tendances minoritaires qui s'étaient battues pour donner forme et vie aux pratiques d'auto-organisation et aux expériences d'autogestion. Le 25 novembre 1975 a rendu impossible ce que le

²² Pour un exposé détaillé de ce courant et de ses organisations, se reporter à Miguel Angel Pérez Suarez, *Abaixo a exploração capitalista !, Comissões de trabalhadores e luta operária na revolução portuguesa (1974-1976)*, Tinta da China, Lisboa, 2023.

25-Avril avait rendu possible : la construction concrète du désir collectif d'une vie nouvelle, différente, humaine. Le succès du putsch de novembre 1975 ne fut pas étranger au fait que les luttes politiques de pouvoir avaient épuisé les militants les plus généreux et combatifs et éloigné la grande masse des travailleurs qui s'était mise en action au lendemain du 25-Avril.

Pour ce qu'il en fut est du rôle joué par le Parti communiste portugais à l'occasion du 25 novembre 1975, les conclusions semblent, aujourd'hui, évidentes. Sur le plan international surtout, il s'est trouvé pris au piège d'enjeux qui le dépassaient, et qui ont finalement limité la portée révolutionnaire de l'expérience portugaise et scellé son isolement. Cela renvoie à la place prise par la révolution portugaise dans le cadre des rapports entre les blocs au cours des dernières années de la Guerre froide. Par l'énergie de sa spontanéité et ses développements radicaux imprévisibles, l'expérience portugaise échappa, au départ, aux stratégies des pouvoirs planétaires dominants et aux principales forces politiques qui les représentaient sur place : le Parti socialiste pour le capitalisme occidental et le Parti communiste pour le bloc de l'Est. Dans une situation historique où le processus de transition démocratique dans les pays du sud de l'Europe (Grèce et Espagne) restait fragile et indécis, la faiblesse du bloc soviétique limita le soutien de Moscou aux forces communistes et à toute évolution vers des économies de capitalisme d'État. La prudence de l'eurocommunisme italien et la transition espagnole, menée à bien par l'alliance entre les forces de gauche et le franquisme, ont été déterminantes pour le dénouement de la situation portugaise. On sait aujourd'hui que les représentants de l'État soviétique ont toujours insisté sur le fait qu'il n'était pas question de revenir sur la ligne de « coexistence pacifique », que le Portugal devait rester dans la sphère du capitalisme de marché et que son appartenance à l'OTAN ne devait pas être questionnée²³. Les perspectives de la création d'une économie étatisée se sont vite estompées. Sur le terrain, au cours du processus révolutionnaire lui-même²⁴, le Parti communiste – et son leader Alvaro Cunhal, sans doute le politicien le plus doté de toute cette période²⁵ — se trouva tiraillé entre la réelle force qu'il représentait dans la société ainsi qu'au sein de l'État et le danger constant auquel il fut soumis d'un débordement sur sa gauche. Les contorsions politiques de sa direction sur l'agitation sociale et l'équilibre des forces politiques attestèrent de cette situation.

Après le putsch du 25 novembre 1975, le Parti communiste chargea de tous les maux l'« aventurisme » de l'extrême gauche, en allant jusqu'à considérer que son écrasement créerait de nouvelles conditions pour le développement de la démocratie et de l'action révolutionnaire. Toujours cette même tactique qui consiste à trouver du positif dans la politique du pire. Vingt ans plus tard, le Parti communiste est revenu sur cette position en intégrant le putsch dans un « processus contre-révolutionnaire ». Même sur

²³ Raquel Varela aborde cette question en détail dans son livre *Historia do PCP na revolução dos cravos*, Lisbonne, Bertrand, 2011.

²⁴ « Procès révolutionnaire en cours (PREC) », acronyme utilisé pour désigner plus particulièrement la période des quatre gouvernements de Vasco Gonçalves, de juillet 1974 à septembre 1975, au cours de laquelle l'influence du Parti communiste fut la plus pesante dans l'appareil d'État.

²⁵ Raquel Varela, *Historia do PCP na revolução dos cravos*, op. cit.

la question des nationalisations, ce parti suivit davantage le cours des événements qui les rendaient inévitables qu'il n'appliqua son propre programme²⁶. Dit autrement, le putsch du 25 novembre 1975 fut, pour le Parti communiste portugais, l'occasion de se rallier à la voie de la démocratie parlementaire de marché, et ainsi d'assurer sa survie politique.

Un échec des conceptions léninistes

Cinquante ans plus tard, quelle lecture peut-on tirer de cette expérience de la révolution des Œillets, de son échec et, plus précisément, des formes de cet échec ?

Les conséquences tragiques de l'évolution barbare du capitalisme et la faiblesse d'une réponse collective alimentèrent à nouveau l'illusion de l'efficacité des minorités éclairées, faisant naître une attirance pour des formes nouvelles du vieil avant-gardisme, un éloge des méthodes et pratiques léninistes. De ce point de vue aussi, l'échec de l'« expérience portugaise » demeure éclairant. Même dans une situation où l'État est affaibli et les forces de contestation sociale puissantes, la confiance mise dans les principes d'autorité épuise vite la dynamique émancipatrice du mouvement. Le 25 novembre 1975 confirma, aussi, que les visées des étatistes entraînent les mouvements sociaux vers une continuité des rapports d'exploitation. Le projet capitaliste d'État, les solutions qui reposent sur des mesures étatiques, font toujours partie du Vieux Monde et alimentent les forces de la contre-révolution, car elles incitent à la délégation du pouvoir, créent une désorganisation bureaucratique et une paralysie collective. L'échec de l'expérience de la révolution portugaise est venu rappeler la conclusion que les révolutionnaires allemands des années 1920 avaient tirée de leur défaite. Si le projet de subversion de la complexe société capitaliste est ardu, il ne peut pas être une affaire de partis. Ou, si l'on préfère, ce n'est sûrement pas la présence d'organisations, de chefs savants et de masses obéissantes qui peut le rendre plus facilement réalisable. Dans le cas portugais, la myriade de partis et d'organisations autoproclamées révolutionnaires freina plus qu'elle ne facilita la construction et le développement de nouvelles relations sociales et de production.

La défaite

Revenons brièvement, pour finir, aux événements proprement dits du 25 novembre 1975. Prétextant l'éminence d'un coup d'État de la gauche militaire appuyée par les structures d'extrême gauche et leurs organisations de masse, les forces traditionalistes de l'armée, organisées autour d'un groupe d'officiers proches de la social-démocratie et de la droite parlementaire et soutenues plus ou moins ouvertement par l'appareil de l'OTAN et le pouvoir nord-américain, prirent les devants. Elles écrasèrent la gauche du MFA et créèrent les conditions militaires nécessaires à une normalisation sociale efficace.

Le putsch rencontra une faible résistance de la part les « officiers progressistes » et des groupes d'extrême gauche – qui pourtant annonçaient la

²⁶ Ricardo Noronha, « *A Banca ao serviço do Povo* », *política e economia durante o PREC (1974-1975)*, Lisbonne, Imprensa de Historia Contemporanea, 2013. Une excellente étude sur un cas exemplaire : le processus de nationalisation de la banque pendant la période révolutionnaire.

« guerre civile » depuis plus d'un an. La mobilisation populaire, de même, fut très faible, surtout si l'on tient compte de l'importance de ce fameux « pouvoir populaire ». Perquisitions, arrestations et emprisonnements de militants d'extrême gauche, reprise militaire de certains médias encore acquis à ces forces, licenciements des militants les plus actifs dans les entreprises et remise en question des conventions collectives s'en suivirent... Qui aurait cru cela possible ? Ceux-là mêmes qui s'étaient distingués dans le triomphalisme en ont été surpris, et le silence est retombé sur leurs euphoriques scénarios.

Au cœur de ces deux putschs militaires (25 avril 1974 et 25 novembre 1975), la question sociale fut centrale. Dans le cas du second, il répondit au besoin urgent que la classe dirigeante portugaise et la bourgeoisie internationale avaient de mettre un terme à la combativité, la révolte et la puissance ouvrières. Rétablir l'ordre, c'était rétablir la discipline dans le travail salarié, condition nécessaire pour relancer l'accumulation capitaliste, restaurer les bases de l'économie, démarrer la « reconstruction nationale » prônée par un Parti socialiste allié des putschistes. Facilitée par la structure même de l'appareil militaire, la « normalisation » fut aussi rapide qu'efficace. Quelques dizaines d'officiers et de sous-officiers se virent emprisonnés, des régiments « rouges » démobilisés, des casernes des régions urbaines occupées par des unités de l'intérieur, et le tour était joué ! Mais, si l'on peut démobiliser une troupe, les soldats allant grossir la grande « armée des chômeurs », on ne peut pas en faire autant avec la masse des travailleurs. Car il reste à rétablir leur productivité et leur exploitation à un taux rentable.

Pour ceux qui, dès le 25-Avril, avaient gardé une attitude critique vis-à-vis du prétendu rôle « moteur » du MFA dans la révolution portugaise, la situation, sauf à relancer l'action autonome des travailleurs sur le terrain de la production, était malheureusement sans issue. Le putsch du 25 novembre 1975 mit en évidence les conséquences tragiques, pour eux, de la conception putschiste et militariste de la révolution sociale. L'idée selon laquelle la prise de l'appareil d'État était possible par l'utilisation de l'institution militaire avait guidé, pendant deux ans, l'action et les tactiques des groupes de l'extrême gauche, qui finit par gagner les éléments les plus combatifs du mouvement ouvrier lui-même, mais en soumettant le mouvement social aux principes bourgeois d'obéissance aux chefs, d'attentisme, de délégation de pouvoirs et d'objectifs, de reconnaissance du pouvoir d'État. Tout investissement d'énergie militante dans un tel projet était voué à l'échec, et l'échec s'est concrétisé. Les conséquences se sont finalement retournées davantage contre ces militants ouvriers que contre ceux – officiers et groupes politiques – qui s'en étaient faits les porte-voix.

Charles REEVE

– À contretemps / En lisière / décembre 2024 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article1087>]